

**BUREAU METROPOLITAIN DU
LUNDI 16 OCTOBRE 2023**

**NOMBRE D'ELUS
METROPOLITAINS
EN EXERCICE : 17**

QUORUM : 9

PRESENTS	REPRESENTES	ABSENTS
15	0	2

OBJET DE LA DECISION

N° 23/477

**23PI11 - MISSION
D'ORDONNANCEMENT
PILOTAGE ET
COORDINATION DES
PROJETS URBAINS DES
CENTRES-VILLES DE
TOULON ET LA SEYNE SUR
MER DANS LE CADRE DU
NOUVEAU PROGRAMME
NATIONAL DE
RENOUVELLEMENT URBAIN
(NPNRU) DE LA METROPOLE
TPM - AUTORISATION DE
SIGNATURE**

Le Bureau Métropolitain de la Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE régulièrement convoqué, a été assemblé sous la présidence de Monsieur Jean-Pierre GIRAN.

PRESENTS :

M. Thierry ALBERTINI, Mme Hélène ARNAUD-BILL, M. Robert BENEVENTI, M. Robert CAVANNA, M. Jean-Pierre GIRAN, M. Arnaud LATIL, Mme Geneviève LEVY, M. Cheikh MANSOUR, Mme Josée MASSI, M. Jean-Louis MASSON, M. Ange MUSSO, M. Francis ROUX, M. Christian SIMON, M. Hervé STASSINOS, M. Gilles VINCENT.

ABSENTS :

Mme Nathalie BICAIS, M. Jean-Sébastien VIALATTE.

DÉCISION MÉTROPOLITAINE

N° 23/477

BUREAU DU 16 OCTOBRE 2023

**O B J E T : 23PI11 - MISSION D'ORDONNANCEMENT PILOTAGE
ET COORDINATION DES PROJETS URBAINS DES
CENTRES-VILLES DE TOULON ET LA SEYNE SUR
MER DANS LE CADRE DU NOUVEAU PROGRAMME
NATIONAL DE RENOUVELLEMENT URBAIN (NPNRU)
DE LA METROPOLE TPM - AUTORISATION DE
SIGNATURE**

LE BUREAU MÉTROPOLITAIN,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU les articles L.2124-2, R.2124-2 1° et R.2161-2 à R.2161-5 du Code de la
Commande Publique,

VU le décret n°2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la
Métropole Toulon Provence Méditerranée,

VU la délibération n°23/05/078 du 4 mai 2023 portant délégations au Président et au
Bureau,

VU le Procès-Verbal de la Commission d'Appel d'Offres en date du 26/09/2023,

CONSIDERANT que la présente consultation concerne une mission d'ordonnancement pilotage et coordination des projets urbains des centres-villes de Toulon et la Seyne-sur-Mer dans le cadre du Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain (NPNRU) de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

CONSIDERANT qu'il n'est pas prévu de décomposition en lots, le pouvoir adjudicateur ayant décidé de ne pas lancer la consultation en lots séparés pour les motifs suivants : les prestations sont étroitement liées et l'allotissement risque de rendre techniquement difficile l'exécution des prestations,

CONSIDERANT que les prestations sont réparties en 4 phases maximales définies comme suit:

Phases	Désignation
1	Initialisation, collecte, analyse des informations et création des outils de pilotage
2	Première Actualisation des outils et appui au pilotage pour chaque quartier et prestations transversales
3	Deuxième Actualisation des outils et appui au pilotage pour chaque quartier et prestations transversales
4	Troisième Actualisation des outils et appui au pilotage pour chaque quartier et prestations transversales

CONSIDERANT qu'une consultation sous forme d'appel d'offres a été lancée en date du 16/06/2023, avec une remise des offres fixée au 21/07/2023,

CONSIDERANT que la publicité réglementaire a été publiée sur les sites du BOAMP, du JOUE, et de la plateforme de dématérialisation DEMATIS,

CONSIDERANT que 28 dossiers ont été retirés et 8 anonymement,

CONSIDERANT que 7 plis ont été reçus dans les délais,

CONSIDERANT que des courriers de questionnement pour Offres Anormalement Basses ont été envoyés aux candidats EGIS CONSEIL, ARTELIA VILLE ET TRANSPORT, AAMO, SYSTRA, SETEC et ALGOE en date du 23/08/2023 avec une date limite de réponse fixée au 31/08/2023,

CONSIDERANT que le candidat SYSTRA n'a pas répondu dans les délais impartis et que la non réponse au courrier de détection des Offres Anormalement Basses vaut absence de justification et entraîne le rejet de l'offre pour caractère anormalement bas,

CONSIDERANT que suite à la Commission d'Appel d'Offres les membres de la commission décident de classer n°1 l'offre de la société suivante :

- EGIS CONSEIL sise à Lintreuil (93188),

CONSIDERANT que la société présentait les garanties et capacités techniques, professionnelles et financières suffisantes,

CONSIDERANT que la société ne sera attributaire du marché qu'après avoir fourni l'ensemble des pièces fiscales et sociales demandées,

CONSIDERANT qu'à défaut de production de ces pièces dans les délais impartis, le marché ne pourra pas lui être attribué,

Et après en avoir délibéré,

D E C I D E

ARTICLE 1

D'ADOPTER l'exposé qui précède.

ARTICLE 2

DE DÉCLARER l'offre du candidat SYSTRA économiquement non viable.

ARTICLE 3

DE DÉCLARER les offres des candidats EGIS CONSEIL, ARTELIA VILLE ET TRANSPORT, AAMO, SETEC et ALGOE économiquement viables.

ARTICLE 4

DE CONSTATER la recevabilité de la candidature de la société EGIS CONSEIL sise à Lintreuil (93 188),

ARTICLE 5

D'AUTORISER Monsieur le Président à signer le marché avec la société EGIS CONSEIL pour un montant (DPGF) de 242 375 € HT (95 heures d'insertion minimum).

ARTICLE 6

DE DIRE que la durée du contrat est de 48 mois ferme, à compter de la date de notification de l'Ordre de Service (O.S) prescrivant le démarrage des prestations relevant de la D.P.G.F.

ARTICLE 7

DE DIRE que les crédits nécessaires sont prévus au Budget Principal 2023 (et suivants), opérations 41430 et 41431, article 617.

Ainsi fait et délibéré les jours, ou mois et ans que dessus.
Pour extrait certifié conforme au registre.

Fait à Toulon, le 16 octobre 2023

Jean-Pierre GIRAN

Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée

POUR	15
CONTRE	0
ABSTENTION	0



